



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



Document valant CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Maître d'ouvrage :

LPO
Les Fonderies Royales
8-10 rue Pujos
CS 90 263 – 17 305 ROCHEFORT CEDEX



Objet de la Consultation :

Réalisation d'une expérimentation d'enlèvement des gisements sauvages d'Huîtres japonaises et d'anciennes structures de cultures marines en baie de l'Aiguillon.

Nombre de lots : 3

Nomenclature CPV 45-24 « Travaux maritimes et fluviaux »

Référence : Consultation LIFE 14NAT/FR/000669-C1

Date limite de remise des offres :

Mardi 1^{er} août 2017 – 12h00

CCAP

Table des matières

Article 1 : Objet de la	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	3
1.4 - Développement durable	3
Article 2 : Pièces contractuelles du marché	3
Article 3 : Intervenants	4
3.1. Conduite d'opération	4
3.2. Maîtrise d'œuvre	4
3.3. Organisation de l'équipe technique	4
3.4. Obligations du titulaire	4
3.5. Contrôle technique.....	4
3.6. Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
Article 4 : Confidentialité et mesures de sécurité	5
4.1. Confidentialité	5
4.2. Mesures de sécurité	5
Article 5 : Délais	5
5.1. Délai global d'exécution des prestations.....	5
5.2. Durée du contrat	5
Article 6 : Description des prestations	6
Article 7 : Prix des prestations.....	6
Article 8 : Acompte et paiement	6
8.1. Modalités de règlement	6
8.2. Paiement des cotraitants	7
8.3. Paiement des sous-traitants.....	7
Article 9 : Pénalités de retard	7
Article 10 : Assurances	7
Article 11 : Litiges et résiliation	7
Article 12 : Résiliation du contrat.....	7
12.1. Conditions de résiliation.....	7
12.2. Redressement ou liquidation judiciaire	8
Article 13 : Dérogations.....	8

CCAP

Tous les documents seront rédigés en langue française

Article 1 : Objet de la Consultation

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Le présent marché a pour objet les travaux d'enlèvement expérimental des gisements sauvages d'huîtres japonaises dans la Réserve Naturelle Nationale de la Baie de L'Aiguillon (17-85).

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

- Lot n°1 site de la « Pointe de l'Aiguillon »,
- Lot n°2 site de « Charron »,
- Lot n°3 site de « Canal de Luçon ».

1.3 - Réalisation de prestations similaires

La LPO maître d'ouvrage pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure adaptée à l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : voir articles 6.1.3, 6.1.4, et 8.5.2 du CCTP.

Article 2 : Pièces contractuelles de la consultation

Les pièces contractuelles de la consultation sont les suivantes :

Pièces particulières :

1. l'AE concerné par la candidature, pour chaque lot
2. Le présent document valant CCAP, et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
3. le DPGF concerné par la candidature, pour chaque lot
4. Le CCTP et ses annexes.

Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (NOR : ECEM0916617A publié au JO du 1er octobre 2009) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Article 3 : Intervenants

3.1. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par la LPO maître d'ouvrage.

3.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la LPO.

3.3. Organisation de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) qui figure dans son offre technique.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la LPO se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de la LPO. Le titulaire procède alors au remplacement immédiat des intervenants (sauf accord dérogatoire entre les parties) à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.4. Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à la LPO maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

La LPO s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.5. Contrôle technique

Les modalités de contrôle technique sont précisées à l'article 7 du CCTP.

3.6. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les modalités de Sécurité et protection de la santé des travailleurs sont précisées à l'article 6.1.6 du CCTP.

Article 4 : Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

4.1. Confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures de la LPO et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents, connaissances antérieures de la LPO ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la LPO, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

La LPO pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.2. Mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Article 5 : Délais

5.1. Délai global d'exécution des prestations

Le délai total d'exécution de l'ensemble des prestations, est de **2 ans et 4 mois**.

5.2. Durée du contrat

Pour chaque lot, les travaux doivent se dérouler entre l'automne 2017 (sous réserve de l'obtention des autorisations administratives réglementaires) et se terminer au plus tard fin 2019 (période d'autorisation des travaux), en adéquation avec les enjeux biologiques et conchyliques de la baie de l'Aiguillon. Les calendriers proposés seront notamment soumis aux Comités Régionaux Conchyliques des Pays de la Loire et du Poitou-Charentes pour avis. Le calendrier envisagé est calibré pour des périodes de travaux étalées sur 3 à 6 mois au cours de chacune des 3 années du programme, selon disponibilités techniques du prestataire et de son matériel / bateau) mais peut évoluer.

La durée du contrat propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Date de début	Date de fin
1	2 ans et 4 mois	Septembre 2017	31/12/2019
2	2 ans et 4 mois	Septembre 2017	31/12/2019
3	2 ans et 4 mois	Septembre 2017	31/12/2019

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux pour chaque lot (nota : la date exacte de cet ordre de service sera dépendante de l'obtention des autorisations réglementaires d'exécution).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la LPO maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Article 6 : Description des prestations

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 7 : Prix des prestations

Le marché est engagé à prix fermes.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Article 8 : Paiement

8.1. Modalités de règlement

Le paiement des prestations sera effectué par étapes comme suit :

- Volet « administratif » : un paiement, sur facture, à réception de l'ensemble des pièces et autorisations, telles que conformes aux attentes des articles 6,1 et 6.2 du CCTP;
- Volets « préparation et repli » :
 - Installation du chantier : un paiement, sur facture, après la première mise place de toutes les installations à terre et en mer et quand le matériel nécessaire aux travaux sera à pied d'œuvre, et après validation du maître d'ouvrage
 - Repli du chantier : un paiement, sur facture, après le dernier repli de toutes les installations à terre et en mer, le repli matériel nécessaire aux travaux et la remise en état des lieux ; après validation du maître d'ouvrage.
- Volets « travaux » : un paiement annuel à réception d'une facture correspondant à la surface traitée en lien avec le DPGF, et après validation intermédiaire des travaux par le maître d'ouvrage tel qu'entendu à l'article 8.2 du CCTP ;
- Le solde des prestations après validation de la réception finale de l'ensemble des travaux tels qu'entendus à l'article 8.2 du CCTP

Le règlement de ces prestations se fera après réception d'une facture détaillée en 1 exemplaire sur papier à en-tête à envoyer à l'adresse postale du maître d'ouvrage, et portant explicitement la référence du dossier « CONSULTATION LIFE 14NAT/FR/000669-C1 » et précisant le ou les « numéro du lot » sur lequel (lesquels) porte la candidature :

LPO

Les Fonderies Royales - 8-10 rue Pujos - CS 90 263
17 305 ROCHEFORT CEDEX

Unité monétaire : Euro.

L'enveloppe précisera « **à l'attention de Grégory Garandeau** »

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

8.2. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

8.3. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la LPO maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à la LPO maître d'ouvrage. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la LPO maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La LPO maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Article 9 : Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

Article 10 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Article 11 : Litiges et résiliation

Les dispositions de l'article 50 du CCAG/ Travaux sont seules applicables.

Article 12 : Résiliation du contrat

12.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par la LPO maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

La LPO maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la LPO maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

La LPO maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 : Dérogations

L'article 9 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG/Travaux

Est acceptée la présente offre pour valoir Cahier des Clauses Administratives Particulières,

Fait en un seul original

à

le

Mention manuscrite

"lu et approuvé"

Signature du Titulaire

(Identification du signataire)

Le représentant de la LPO

Fait à Rochefort

Le / / 20

Le directeur général,

Yves VERILHAC